

MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX



Direction du Patrimoine et de l'Immobilier
Département des contrats immobiliers

REEMPLACEMENT DES ASSISES ET RENOVATION DES TABLETTES DE L'AMPHITHEATRE MARESQUELLE (INSTITUT DE BOTANIQUE A STRASBOURG)

Cahier des Clauses Administratives Particulières

DCI 2024 532

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 - OBJET DU MARCHÉ - EMBLEMENTS	5
1.2 - DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION (EN TRANCHES ET EN LOTS)	5
1.3 – MASTRISE D’OUVRAGE	6
1.4 – ASSISTANT A MASTRE D’OUVRAGE ET AUTRES PRESTATAIRES	6
1.5 – MASTRISE D’ŒUVRE	6
1.6 - ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION DU CHANTIER	7
1.7 - CONTROLE TECHNIQUE	7
1.8 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	7
1.9 - REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	7
1.10 - CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION : CLAUSE DE PROMOTION DE L’EMPLOI	8
1.11 MARCHÉ RESERVE	8
1.12 - VARIANTES	8
1.13 – LA CONNAISSANCE DE L’OUVRAGE	8
1.14 – IDENTIFICATION DU PERSONNEL SUR LE CHANTIER	9
1.15 – CONFIDENTIALITE ET MESURES DE SECURITE	9
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	9
ARTICLE 3 : PRIX DU MARCHÉ	10
3.1 – CARACTERISTIQUES DES PRIX	10
3.2 – MODALITES DE VARIATION DES PRIX	11
3.3 – REPARTITION DES DEPENSES	11
ARTICLE 4 : CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	12
4.1 – GARANTIE FINANCIERE	12
4.2 – AVANCES	12
ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	13
5.1 – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES ET PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	13
5.2 – APPROVISIONNEMENTS	15
5.3 – PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	15
5.4 – DECOMPTE GENERAL DEFINITIF	16
ARTICLE 6 : DELAI D’EXECUTION - PENALITES ET PRIMES	16
6.1 – DELAI D’EXECUTION DES TRAVAUX	16
6.2 – PROLONGATION DU DELAI D’EXECUTION	18
6.3 – PENALITES	19
ARTICLE 7 : CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS	21
7.1 – QUALITE DES MATERIAUX ET PRODUITS	21
7.2 – VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS	21
7.3 – PROTOTYPES, ECHANTILLONS, ZONES TEMOIN	21

ARTICLE 8 : IMPLANTATION DES OUVRAGES	21
ARTICLE 9 : PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX	21
9.1 – PERIODE DE PREPARATION – PROGRAMME D’EXECUTION DES TRAVAUX	21
9.2 – SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER	22
9.3 – PLAN D’ASSURANCE QUALITE	22
9.4 – REGISTRE DE CHANTIER	22
ARTICLE 10 : ETUDES D’EXECUTION	23
ARTICLE 11 : REMISE DES PLANS D’ATELIER CHANTIER (PAC)	24
ARTICLE 12 : INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER	24
CONTENUS DES COMPTES RENDUS	25
REUNION DE CHANTIER	25
ARTICLE 13 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	25
13.1 – GESTION DES DECHETS DE CHANTIER	25
13.2 – REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX	25
13.3 – ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX	25
13.4 – DOCUMENTS A FOURNIR APRES RECEPTION	26
13.5 – TRAVAUX NON PREVUS	26
ARTICLE 14 : RECEPTION DES TRAVAUX	27
14.1 – DISPOSITIONS APPLICABLES A LA RECEPTION DES TRAVAUX	27
14.2 – RECEPTION PARTIELLE ET PRISE DE POSSESSION ANTICIPEE	27
14.3 – MISE A DISPOSITION DE CERTAINS OUVRAGES OU PARTIES D’OUVRAGES	27
ARTICLE 15 : GARANTIES ET ASSURANCES	27
15.1 – DELAIS DE GARANTIE	27
15.2 – GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT	28
15.3 – GARANTIE PARTICULIERE SUR LES AVOISINANTS	28
15.4 – ASSURANCES	28
ARTICLE 16 : RESILIATION DU MARCHE	29
ARTICLE 17 : MARCHES AYANT POUR OBJET DES PRESTATIONS SIMILAIRES	29
ARTICLE 18 : CERTIFICAT D’ECONOMIE D’ENERGIE	29
ARTICLE 19 : CLAUSE ATTRIBUTIVE DE JURIDICTION	29
ARTICLE 20 : COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES	30
ARTICLE 21 : CLAUSE DE REEXAMEN	30

<u>ARTICLE 22 : RESPECT DE L'EGALITE DE TRAITEMENT DES USAGERS</u>	<u>30</u>
---	------------------

<u>ARTICLE 23 : DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX</u>	<u>31</u>
---	------------------

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché - Emplacements

Les stipulations de la présente consultation concernent le remplacement des assises et la rénovation des tablettes de l'amphithéâtre Maresquelle situé à l'Institut de Botanique de Strasbourg.

Lieu(x) d'exécution : Institut de Botanique, 28 rue Goethe, 67000 STRASBOURG.

Il est à noter que l'emprise du chantier se situe sur le campus historique de l'Université de Strasbourg, à proximité d'autres bâtiments en fonctionnement.

La plus grande vigilance devra être apportée par les entreprises titulaires aux **nuisances et aux risques** pouvant impacter les salles voisines du bâtiment de Botanique en fonctionnement pendant les travaux.

Présentation du projet :

Situé dans le jardin des sciences, un nouvel Institut de Botanique et les locaux actuel du Jardin sont bâtis en 1965-1967 sous la direction du doyen Henri-Jean Maresquelle en lieu et place des ancienne serres.

L'institut de Botanique est un Etablissement recevant du public de 3^{ème} catégorie et dispose d'un amphithéâtre de 248 places, dénommé Amphithéâtre Maresquelle. L'objet des travaux consiste en une opération de maintenance des assises de l'amphithéâtre.

Dispositions générales:

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le C.C.T.P. et à la DPGF pour les quantités.

1.2 - Décomposition de la consultation (en tranches et en lots)

1.2.1 – Présentation des lots

La présente consultation concerne 2 lots mais l'opération comporte un total de 3 lots.

Lot 1 – Mobilier
Lot 2 – Tablettes
Lot 3 – Eclairage

Le lot 3 sera lancé ultérieurement et prendra la forme d'un marché subséquent portant sur la rénovation ou le remplacement des luminaires via l'accord-cadre relatif à l'accord-cadre travaux neufs relatifs aux courants forts / courants faibles.

Chacun des lots fera l'objet d'un marché séparé. **Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs ou l'ensemble des lots.**

1.2.2 – Présentation des tranches optionnelles

Il n'est prévu aucune tranche optionnelle dans le cadre de la présente consultation.

1.2.3 – Délai d'affermissement des tranches optionnelles

Sans objet.

1.3 – Maîtrise d'ouvrage

Dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage du présent marché, est désigné représentant du pouvoir adjudicateur :

Le Président de l'Université de Strasbourg ou l'un de ses délégataires.

1.4 – Assistant à Maître d'Ouvrage et autres prestataires

Sans objet.

1.5 – Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**LOCUS ARCHITECTES SARL
ATELIER D'ARCHITECTE CHRISTOPHE CUNCI
32 RUE JULES RATHGEBER
67100 STRASBOURG
Locus-architectes@wanadoo.fr
Tel : 03 88 32 56 10
SIRET : 481 162 519 00039**

Le marché du maître d'œuvre est constitué des éléments suivants :

Contenu de la mission : mission de base telle que définie par la loi MOP, son décret d'application n°93-1268 du 29 novembre 1993 et l'arrêté du 21 décembre 1993

- REL ; PRO/DCE ; ACT ; VISA ; DET / AOR et OPC.

Important : La **mission EXE** est à la charge des entreprises.

1.6 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La réalisation des prestations décrites dans l'élément de mission O.P.C. est confiée à la maîtrise d'œuvre.

1.7 - Contrôle technique

Les travaux du présent marché seront soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978.

Le contrôle technique n'est pas encore déterminé. Les attributaires seront informés de l'identité du contrôleur technique dès que celui-ci sera connu.

1.8 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Les prestations, objet de la présente consultation, ne relèvent pas de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

1.9 - Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché peut être prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

1.10 - Conditions particulières d'exécution : clause de promotion de l'emploi

Sans objet.

1.11 Marché réservé

Sans objet.

1.12 - Variantes

Sans objet.

1.13 – La connaissance de l'ouvrage

Le titulaire, doit, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus lors de la visite des lieux et des études qui ont été faites par la maîtrise d'œuvre et qui sont à sa disposition, ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations.

Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Les conséquences des erreurs et carences du titulaire dans sa collecte des renseignements ne peuvent que demeurer à sa charge.

A ce titre, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des éléments suivants :

- les prestations prévues aux autres marchés ;
- la nature et l'emplacement des lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- les modalités d'accès, d'installation de chantier, de stockage, de matériaux, etc., des disponibilités en eau, en énergie électrique, etc. ;
- avoir pris tous renseignements concernant les ouvrages existants et avoisinants ;
- les caractéristiques de l'équipement et des installations nécessaires au début et pendant l'exécution des travaux ;
- tous les autres éléments pour lesquels des informations peuvent être raisonnablement obtenues et qui pourraient en quelque manière influencer sur les travaux et sur les prix de ceux-ci.

Il est tenu par une obligation de résultat et s'engage à exécuter des prestations exemptes de vice et en mettant en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires pour y parvenir.

1.14 – Identification du personnel sur le chantier

Chaque entreprise titulaire ou sous-traitante est tenue de faire porter par son personnel dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combiné de chaque personne et de son employeur. Chaque Badge devra avoir les indications suivantes : Nom – Prénom – Société – Photo – N° Caisse de Congés Payés – N° de Sécurité Sociale.

Le titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition du maître d'œuvre, le maître d'ouvrage peut en solliciter la production à tout moment. Le titulaire reste responsable du respect de ces obligations pendant toute la durée du marché.

Le titulaire sera tenu de transmettre, tous les 3 mois, au maître d'ouvrage la pièce mentionnée aux articles D.8254-2 à -5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation du travail mentionnée aux articles L.5221-2,3 et 11 du code du travail.

1.15 – Confidentialité et mesures de sécurité

L'ensemble des éléments communiqués par l'université aux entreprises ne doit pas être diffusé sans l'autorisation expresse de l'Université.

La plus grande vigilance devra être apportée par les entreprises titulaires aux nuisances et aux risques pouvant impacter les pièces et couloirs avoisinants.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

A) Pièces particulières :

- L'acte d'engagement pour chaque lot (A.E.), et ses annexes :
 - Annexe n°1 concernant la répartition des missions entre cotraitants le cas échéant ;
- Le cahier des charges administratives et particulières (C.C.A.P.) ;
- Les CCTP par lot ;
- Les plans de l'état projeté ;
- Les plans de l'état existant ;
- Le DAT ;
- Le planning OPC prévisionnel des études et des travaux ;
- Les décompositions du prix global et forfaitaire pour chaque lot (D.P.G.F.) ;
- Les cadres de mémoires techniques par lot ;
- L'attestation de visite.

B) Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;

- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation relative aux cahiers des clauses administratives spéciales des marchés publics de travaux de bâtiment, compte tenu des modifications qui leur sont apportées par l'annexe 2 de la circulaire.

L'ordre de priorité des pièces ci-dessus déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux.

Les pièces générales ne sont pas envoyées aux candidats, mais elles sont réputées être connues et approuvées par ces derniers. Toute réserve aux pièces du marché faite par le candidat dans son offre sera considérée nulle.

Seuls les documents originaux, conservés par l'administration font foi.

En cas de discordance, de différences entre les pièces, ce sont les dispositions les plus contraignantes pour le titulaire du marché qui doivent être prises en compte sans indemnité supplémentaires

Les dispositions du mémoire technique qui ne respecteraient pas les prescriptions du projet (graphiques et écrites) sont réputées nulles et non avenues pour l'exécution du marché.

Article 3 : Prix du marché

3.1 – Caractéristiques des prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire, pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement.

- en tenant compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement ;
- en tenant compte des dépenses liées aux installations de chantier comme définies au CCTP.

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Le prix global et forfaitaire porté à l'Acte d'Engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base du contenu des plans architecte et techniques joints au dossier de consultation,
- **sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché),**

- les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre ; aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché,

- les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

3.2 – Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de date limite de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par la formule suivante :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois de réalisation des travaux et non de facturation.

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant cette période.

L'index de référence I_0 , publiés par l'INSEE correspond à l'indice suivant :

N°	LOTS	INDEX	PRIX CONCERNES
01	Mobiliers	BT18a	Tous les prix
02	Tablettes	BT18a	Tous les prix

Le coefficient est arrondi au millième supérieur.

L'indice de référence pour les acomptes partiels sera celui du mois d'exécution des prestations facturée moins quatre mois.

3.3 – Répartition des dépenses

Pour l'application de l'article 9.1 du CCAG-Travaux, les dispositions suivantes seront retenues :

Il n'est pas prévu de compte prorata dans le cadre du présent marché.

Concernant les dégradations constatées par le maître d'œuvre entre corps d'état identifiés, l'entreprise responsable sera tenue de réparer à ses frais les dégradations ou de prendre en charge le coût de la réparation effectuée par l'entreprise titulaire du lot concerné par les dégradations.

Nettoyage de chantier

Le chantier doit être nettoyé et rangé tous les soirs.

Le Maître d'Œuvre et/ou le Maître d'Ouvrage peuvent à tout moment imposer le nettoyage du chantier s'ils le jugent nécessaire.

Le nettoyage comprend en fonction du cas toutes les prestations utiles (le dépoussiérage, le lessivage des surfaces finies des surfaces horizontales et verticales...), ainsi que l'évacuation des déchets et ordures quel qu'en soit le propriétaire d'origine.

Déchets de chantier et tri des déchets

Chaque entreprise aura à sa charge l'acheminement de ces déchets jusqu'aux bennes communes ou jusqu'aux décharges publiques.

Article 4 : Clauses de financement et de sûreté

4.1 – Garantie financière

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée.

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

En vertu de l'article R.2191-33 du Code de la Commande Publique, dans le cas où l'attributaire est une PME, cette retenue de garantie sera plafonnée à 3% du montant initial du marché.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire, constituée en totalité au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

4.2 – Avances

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

N°	LOTS	Avance forfaitaire
01	Mobilier	35%
02	Tablettes	10%

Le montant de l'avance est fixé à un pourcentage du montant initial (cf. tableau ci-dessus), toutes taxes comprises, de la tranche affermie si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à un pourcentage (cf. tableau ci-dessus) d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

En vertu de l'article R.2191-7 du code de la Commande Publique, dans le cas où le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME le taux de l'avance est porté à 30 % (sauf si le pourcentage d'avance est plus élevé (cf. tableau ci-dessus)).

La date de versement de l'avance est prévue dans le mois suivant soit la date figurant sur la lettre de notification du lot si celle-ci vaut ordre de démarrage, soit de la date figurant sur l'ordre de service de démarrage du lot.

Le versement est automatique sans que l'entreprise le demande ou n'émette de facture.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial de la tranche. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2193-10 et suivant du code de la Commande publique.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Article 5 : Modalités de règlement des comptes

5.1 – Modalités de règlement des comptes et présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées conformément à l'article 12.1 du CCAG-Travaux. Les comptes seront réglés mensuellement.

Le délai global de paiement a pour point de départ :

- **Pour l'avance**, la date figurant, pour chaque lot concerné, sur l'ordre de service de démarrage des prestations ; ou sur la lettre de notification, pour chaque lot concerné, si celle-ci prévoit expressément qu'elle vaut ordre de service de démarrage des prestations.

- **Pour les acomptes** dus au titulaire et les paiements dus aux sous-traitants ayant droit au paiement direct, la date du dépôt sur Chorus par le titulaire du décompte et des pièces annexées.

Cette date est mentionnée par le Maître d'œuvre sur les certificats pour paiement transmis à la personne publique.

Nota : Le total de versement des acomptes ne pourra dépasser 95% du montant total du marché avant que la réception ne soit prononcée et les DOE réceptionnés et validés.

- Pour le solde, la date d'acceptation du décompte général par l'ensemble des parties (personne publique et Entrepreneur titulaire), dans les conditions prévues aux articles 12.4 et 12.5 du CCAG-Travaux.

Nota : Eu égard à l'alinéas précédent, le solde sera de minimum 5% du montant du marché.

La date de paiement correspond à la date de règlement par le comptable public.

Les demandes de paiement seront établies en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- le numéro d'engagement (bon de commande) ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le relevé des travaux exécutés (constat contradictoire ou simples constatations) accompagné du calcul des quantités prise en compte, effectué sur la base de ce relevé ;
- l'état des prix forfaitaires (ils peuvent être fractionnés si l'ouvrage ou la partie d'ouvrage auquel le prix se rapporte n'est pas terminé) ;
- le montant hors taxe des travaux exécutés ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables pour chacun des travaux exécutés ;
- le montant total TTC des travaux exécutés ;
- la date de facturation ;
- la date d'exécution par prestation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des travaux effectués par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des travaux exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC (dans le cas de non application de l'auto-liquidation) ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les factures des sous-traitants devront être préalablement visées par les mandataires des lots concernés.

Les demandes de paiement devront parvenir sur Chorus Portail Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Information importante : depuis le 1er janvier 2014, un mécanisme d'auto-liquidation de la TVA est instauré dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP), lorsque des travaux sont effectués par un sous-traitant pour le compte d'un donneur d'ordre assujéti à la TVA. Ainsi, la taxe due au titre des travaux de construction réalisés par un sous-traitant doit désormais être acquittée par le donneur d'ordre. Les sous-traitants n'ont plus à déclarer ni à payer la TVA due au titre de ces opérations.

Information importante : depuis le 1er janvier 2017, l'Etat met à disposition des fournisseurs une solution informatique gratuite leur permettant d'envoyer leurs factures dématérialisées en un point unique : CHORUS PORTAIL PRO (CPP), à l'adresse internet suivante <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Depuis le 1er janvier 2020, l'utilisation de chorus Portail Pro est obligatoire pour toutes les entreprises indépendamment de leur taille.

Par ailleurs, ce portail doit également être utilisé pour tous les clients publics : Etat, hôpitaux, collectivités locales, universités, etc.

Les entreprises peuvent ainsi déposer leurs factures sur CPP en prenant en compte les éléments suivants : le n°SIRET de l'Université de Strasbourg « 13000545700010 ».

Enfin, les entreprises doivent également être en possession d'un numéro de bon de commande, commençant par 4500. Chaque facture doit comporter ce numéro de bon de commande et le numéro du marché.

Pour toute information concernant la facturation : ac-bureaufacturier@unistra.fr

La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Informatique Financière de l'Etat (AIFE).

Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :

- site AIFE : www.economie.gouv.fr/aife/agence-pour-linformatique-financiere-letat-0
- courriel AIFE : ccp2017.aife@finances.gouv.fr

5.2 – Approvisionnements

Sans objet.

5.3 – Paiement des cotraitants et des sous-traitants

L'acte spécial annexé au marché, précise tous les éléments des articles R.2193-1 et suivant du code de la Commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

En cas de cotraitance : Le mandataire ou le cotraitant doit déposer un projet de décompte mensuel dans l'espace « factures de travaux » sur Chorus Pro (cadre de facturation A4 ou A17 selon le déposant).

En cas de sous-traitance du marché:

- ◆ Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.
- ◆ Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- ◆ Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- ◆ Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- ◆ Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- ◆ Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième paragraphe.
- ◆ Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.
- ◆ En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Le sous-traitant a également la possibilité d'utiliser la plateforme Chorus Pro en déposant sa demande de paiement via l'espace « factures de travaux » avec le cadre de facturation A10.

5.4 – Décompte Général Définitif

Par dérogation à l'article 12.4 du CCAG-Travaux, le décompte général définitif ne sera pas mis en paiement tant que les réserves ne sont pas levées et que le Dossier des Ouvrages Exécutés n'aura pas été remis au complet par le titulaire et validé par le maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage.

Le taux d'avancement est plafonné à 95%, hors retenue de garantie.

Le paiement du marché ne pourra excéder 95% du montant total tant que la totalité des réserves ne sera pas levée, y compris l'approbation des DOE.

Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités et Primes

6.1 – Délai d'exécution des travaux

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est stipulé à l'acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, le démarrage des délais d'exécution sont régis de la manière suivante :

La période de préparation démarre à compter soit de la notification du marché, soit de l'ordre de service (OS) de démarrage du lot concerné.

La lettre de notification ou l'ordre de service pourra faire mention, de manière expresse, de la date de démarrage. A défaut de mention expresse, c'est la date de distribution de l'envoi recommandé qui fera foi.

Les travaux démarrent à la fin de la période de préparation, ou par ordre de service ultérieur. Dans le 2^{ème} cas l'ordre de service ultérieur sera transmis au plus tard 7 jours calendaires avant la date de fin de la période de préparation de chantier. Cet OS ultérieur précise la date de démarrage des travaux, à défaut de mention expresse, c'est la date de distribution de l'envoi recommandé qui fera foi. **Un décalage dans la durée de la période de préparation de chantier, ne donne droit à aucune indemnité.**

Conformément à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux, le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

Conformément à l'article 18.1 du CCAG-Travaux, en dehors des cas de tranches optionnelles, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date, fixée par ordre de service, pour le début de la période de préparation lorsqu'il en existe une, ou de début d'exécution des travaux n'est pas postérieure de plus de 6 mois à celle de la notification du marché.

Le planning **prévisionnel** d'exécution est fourni dans le dossier de consultation des entreprises.

Le planning **détaillé** d'exécution sera établi par l'OPC en concertation avec les entreprises attributaires au cours de la période de préparation.

La durée globale ne pourra pas excéder la durée initiale.

L'attention du candidat est attirée sur le fait que son activité devra être maintenue à un rythme soutenu durant tout le chantier, y compris les mois d'été, et les périodes de congés ne devront pas entraver l'exécution du chantier dans le délai imparti. L'entreprise est tenue de s'organiser pour assurer la continuité du chantier, y compris pendant les congés annuels. Aucun retard de commande ou de livraison de matériel ou d'équipement nécessaire à la réalisation du chantier ne pourra justifier de délai supplémentaire à l'exécution. En cas de retard dans le planning de l'opération, il pourra être demandé aux entreprises de travailler le samedi et/ou en horaires décalés sans indemnité.

Ordres de service

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG-Travaux, les points suivants sont précisés :

- sera signé par le Maître d'Ouvrage, les ordres de service généraux prescrivant le commencement des travaux, l'affermissement des tranches optionnelles, les suspensions et/ou arrêts de chantier.
- seront signés par le Maître d'Œuvre, les ordres de service à caractère technique ou relatifs à la bonne marche des travaux. Le maître d'ouvrage se réserve également la possibilité d'émettre ces OS s'il le juge nécessaire.

Planning détaillé d'exécution des études et des travaux tout corps d'état :

Le planning prévisionnel d'exécution est fourni dans le dossier de consultation des entreprises.

Il sert de référentiel pour les durées et l'enchaînement des tâches et travaux. Il sera réactualisé après la notification des marchés pour intégrer les temps de tâches fournis par les entreprises, sans pouvoir être plus longs (cf article 9.1 du CCAP).

La période de préparation sera ajustée si nécessaire, afin de tenir compte des synthèses techniques. Le planning d'exécution réactualisé faisant apparaître les dates de démarrage sera notifié aux entreprises attributaires par ordre de service.

A) Le planning détaillé d'exécution est élaboré par l'OPC après consultation des titulaires dans le cadre du planning prévisionnel d'exécution. Pour exécuter l'ensemble des ouvrages, le calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution.

Les entreprises devront fournir à l'OPC l'ensemble des informations nécessaires dans un délai de 7 jours maximum après la réunion de démarrage fixée par la maîtrise d'ouvrage.

En cas d'absence de réponse dans le délai imparti l'OPC fixera lui-même les temps de tâches.

Le planning détaillé d'exécution est notifié par OS aux titulaires.

Il devient le planning d'exécution contractuel que l'ensemble des intervenants au regard de la durée par tâches des interventions.

La durée d'exécution de chaque tâche qui y figure est contractuelle.

B) Au cours du chantier le planning détaillé d'exécution peut être remplacé par un planning de recalage opposable à tous les intervenants sans que cela ne modifie la durée d'exécution de leurs tâches. Il est notifié par ordre de service.

6.2 – Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux, la prolongation du délai d'exécution résultera d'un ordre de service émis par le maître d'ouvrage.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 alinéa 3 du CCAG-Travaux, les délais d'exécution des travaux réalisés **en extérieur** seront prolongés d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou au moins des phénomènes naturels ci-après dépassera son intensité limite au-delà de la durée indiquée :

Nature du phénomène	Intensité limitée et durée
Précipitations	>20mm/jour entre 7h00 et 19h00
Refroidissement	-5°C à 8h00 du matin
Neige	>2cm sur le site à 8h00 du matin
Verglas	sur constat du CSPS ou de l'OPC
Séisme	apparition d'un phénomène remarquable
Vent	>60 Km/h pendant plus d'1 heure

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de Strasbourg-Entzheim.

L'entreprise doit justifier des jours d'intempéries qu'elle demande en fournissant les relevés météorologiques confirmant les conditions indiquées dans le tableau ci-dessus, ainsi qu'un justificatif de la caisse des congés payés validant les jours d'intempéries en question.

Si l'entreprise est présente sur le chantier un jour d'intempérie, le maître d'œuvre ou la maîtrise d'ouvrage se réserve la possibilité de ne pas accepter de comptabiliser ce jour comme une journée d'intempérie.

6.3 – Pénalités

Par dérogation à l'article 19-1 du CCAG-Travaux, les pénalités sont établies comme suit :

Retard dans l'achèvement des tâches par rapport au calendrier détaillé d'exécution de l'OPC (Etudes et Travaux) Les pénalités deviendront définitives si le retard engendre des incidences calendaires ou financières pour les autres lots	par jour de retard, 1/3000 du montant hors taxes de l'ensemble du marché, sans pouvoir être inférieure à 300 €.	Par jour calendaire de retard
a) Pénalité pour non-respect du P.I.C, du P.G.C ou des consignes d'organisation de chantier	500,00 €	Par défaut constaté
b) Retard dans la remise et / ou la diffusion des P.P.S.P.S. :	300,00 €	Par jour calendaire
c) Non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité concernant le chantier et aux interfaces entre chantier et utilisateurs :	300,00 €	Par défaut constaté
d) Dépôts de matériels, matériaux, gravois, en dehors des zones prescrites :	500,00 €	Par jour calendaire
e) Retard dans la remise des documents nécessaires à l'avancement des études et du chantier ou Remise d'un document inexploitable (documents techniques type PAC, fiches techniques, plan de retrait etc et documents nécessaires à l'ordonnancement) :	500,00 €	Par jour calendaire et par document
f) Retard dans la production de devis des ouvrages non-prévus (à fournir sous 1 semaine après transmission d'une demande formalisée par la MOE) :	200,00 €	Par jour calendaire
g) Retard dans le nettoyage de chantier :	300,00 €	Par jour calendaire
h) Retard non-justifié de plus de 20min aux réunions de chantier :	100,00 €	Par défaut constaté
i) Absence à une réunion de chantier, d'études, de coordination, de synthèse non motivée par écrit 24h00 à l'avance ou représentant non habilité pour engager la responsabilité technique et financière de la société	300,00 €	Par défaut constaté
j) Retard dans la remise des procès-verbaux :	100,00 €	Par jour calendaire
k) Retard dans la remise des plans EXE et des PAC au MOE selon planning :	100,00 €	Par jour calendaire
l) Retard dans l'exécution des travaux conformément au planning joint au marché		
m) Non déclaration d'un sous-traitant :	1 000,00 €	Par défaut constaté
n) Retard dans la présentation d'un sous-traitant :	300,00 €	Par jour calendaire

o) Retard dans la remise du D.O.E. et du DIUO anticipé et final :	300,00 € Pendant 10 jours calendaires, puis 500,00 €	Par jour calendaire
p) Non-respect des engagements pris dans le mémoire technique et des réponses suites aux demandes de précision en phase analyse des offres.	500,00€	Par défaut constaté
q) Encombrement des sorties de secours du bâtiment :	500,00 €	Par défaut constaté
r) Non-respect des principes d'égalité de traitement des usagers, de la laïcité et de neutralité du service public cités à l'article 22 du présent CCAP	100,00 €	Par défaut constaté

Toutes les pénalités considérées par la maîtrise d'ouvrage comme définitives sont irrévocables, cumulables, non libératoires de l'obligation de faire et sont comptées, sans limitation ni plafonnement, par jour calendaire, depuis la date de constat de l'infraction jusqu'à la date où les prescriptions, objet des pénalités, seront respectées.

Lors de l'établissement du décompte final, le maître d'ouvrage pour décider soit de rendre définitive des pénalités provisoires soit de les lever. La décision lui revient.

Elles sont appliquées par la maîtrise d'ouvrage sur les projets de décompte mensuel et/ou de décompte final.

Les pénalités sont encourues dès notification d'une mise en demeure au titulaire par le maître d'ouvrage.

Conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, le titulaire présentera ses observations sur la mise en demeure dans un délai de 15 jours à compter de la notification. Si le maître d'ouvrage considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci, les pénalités pour retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Aucune exonération des pénalités ne sera faite, sauf en cas de décision prise par le pouvoir adjudicateur.

Elles ne sont pas affectées par la révision des prix.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date de constat de l'infraction, ni du jour de la date réelle de levée.

Réalisation aux frais et risques

En complément de l'article 50 du CCAG-Travaux, en cas de défaillance d'une entreprise dans la réalisation de travaux jugés critiques pour l'avancement du chantier par la maîtrise d'œuvre, une réalisation de ces travaux à ses frais et risques par une entreprise tierce pourra être décidée après mise en demeure restée infructueuse.

Le montant correspondant à la réalisation aux frais et risques par une autre entreprise sera déduit des sommes dues au titre de son marché.

Article 7 : Caractéristiques des matériaux et produits

7.1 – Qualité des matériaux et produits

Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution du marché doivent être conformes aux normes, aux DTU et aux règles de l'Art.

Les fiches techniques des produits non listés sur le cadre de réponse seront à fournir pour validation au minimum 30 jours avant mise en demeure. Le titulaire tiendra compte du délai d'approvisionnement nécessaire pour anticiper les demandes de validation.

7.2 – Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Selon préconisations du MOE notamment dans le CCTP, Plans, notices, etc.

7.3 – Prototypes, échantillons, zones témoin

Tous les matériaux qui seront posés dans le cadre de ce projet devront préalablement faire l'objet d'une validation par la MOE. Cette validation s'effectue via la fourniture d'échantillons représentatifs demandés par la MOE et modifiés autant de fois que nécessaire, jusqu'à la validation requise. Les éventuelles modifications successives restent à la charge de l'entreprise.

La zone témoin servira à installer au préalable tous les matériaux et équipements permettant de régler, avant généralisation de l'installation, les interfaces entre entreprises et les détails spécifiques. Les éventuelles modifications successives restent à la charge de l'entreprise, jusqu'à validation complète de toute l'installation.

Un prototype est prévu en phase travaux, installé selon les directives de la maîtrise d'œuvre et stipulations particulières indiquées.

Article 8 : Implantation des ouvrages

Sans objet

Article 9 : Préparation et Coordination des travaux

9.1 – Période de préparation – Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé une période de préparation qui n'est pas comprise dans le délai d'exécution des travaux. Sa durée est de **4 semaines** à compter de la date de la notification du marché ou de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

En l'absence du rendu de la totalité des documents dus au titre de la préparation de chantier et précisés lot par lot en tout début de préparation, la période de préparation devra être prolongée, et donc le démarrage des travaux retardé. L'entreprise en cause devra supporter la totalité des frais consécutifs, pour son lot mais aussi pour les autres lots, en sus des pénalités précisées à l'article 6.3. du présent CCAP.

Le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé à l'article 6.1 du présent document.

Le titulaire encourt une pénalité journalière précisées à l'article 6.3. du présent CCAP en cas de non-respect des délais fixés par l'article 9 du présent document.

9.2 – Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

9.2.1 – Le coordonnateur S.P.S

Sans objet

9.2.2 – Obligation du titulaire vis-à-vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

9.2.3 – Locaux pour le personnel

Les personnels auront accès aux sanitaires du bâtiment de Géologie.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

9.2.4 – C.I.S.S.C.T

Sans objet.

9.3 – Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

9.4 – Registre de chantier

Sans objet.

Article 10 : Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par l'entreprise. L'entreprise transmet en version papier les plans d'atelier et de chantier (PAC) au maître d'œuvre pour visa. En parallèle, l'OPC est informée de toutes les transmissions au maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre met en place, dirige et anime une cellule de synthèse des études fournies. Il participe également à la cellule de synthèse au titre de concepteur. Les entreprises titulaires des marchés de travaux, l'OPC et le contrôleur technique complètent la cellule.

La synthèse a pour objet, pour l'ensemble de l'ouvrage, d'assurer la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet. Elle se traduit par des plans de synthèse (compilation des plans des entreprises par la MOE) qui représentent, au niveau du détail d'exécution et sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations. Ces plans prennent en compte toutes les informations nécessaires à la coordination spatiale et technique de chaque élément avec l'ensemble des contraintes techniques. Ils seront produits et diffusés à l'avancement des études de synthèse et doivent être pris en compte au fur et à mesure par les entreprises pour produire leurs PAC.

C'est dans le cadre des dispositions décrites ci-dessous que seront réalisées la coordination des études et l'élaboration des plans d'atelier et de tous les documents nécessaires à l'exécution des travaux (l'ensemble étant désigné par la suite par le terme général de "plans d'atelier").

Chaque Entrepreneur est responsable et chargé de l'élaboration des plans d'atelier de ses ouvrages. Ils sont produits à l'avancement de la production des EXE et synthèses, selon les instructions de la maîtrise d'œuvre et de l'OPC.

Les limites entre les plans issus du dossier Projet, les plans d'Exécutions et plans d'atelier et de chantier sont celles du document établi conjointement par Syntec Ingénierie, CICF, UNTEC et l'UNAPOC, le 10 octobre 2001.

L'Entrepreneur sera tenu de :

- établir les plans d'exécution et PAC ;
- signaler les divergences entre les cotes numériques et les dimensions sur les plans ;
- solliciter, de la part de la Maîtrise d'Œuvre, tous renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui auront été remis ;
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages existants ou ayant reçu un début d'exécution par d'autres entreprises, ainsi que les états de surface, la planéité et toutes autres caractéristiques pouvant affecter l'exécution de ses propres travaux ;
- respecter les circuits d'établissement et de circulation des plans établis par l'O.P.C.

L'Entrepreneur s'engage à communiquer au contrôleur technique, **dans les délais**, toutes études techniques, tous calculs, tous dossiers d'atelier, avis techniques, cahier des charges, P.V. de comportement au feu, etc.

Ils sont soumis au maître d'œuvre, au fur et à mesure des besoins et dans les délais définis sur le calendrier études, afin qu'ils puissent les contrôler et les rectifier, s'il y a lieu, avant de les viser. Le fait de cet accord ne peut, en aucune façon relever l'Entrepreneur de son obligation de respecter les clauses de son marché.

Article 11 : Remise des plans d'atelier chantier (PAC)

A la charge de l'entreprise titulaire qui doit transmettre au MOE pour visa et validation.

Les frais d'élaboration des documents d'atelier sont réputés inclus dans les prix forfaitaires de chaque Entrepreneur même si plusieurs circuits de mouvement de plans sont nécessaires. Les observations du maître d'œuvre, du bureau de contrôle technique et de la cellule de synthèse seront prises en compte par les Entrepreneurs qui éditeront de nouveaux plans conformes à ces observations, autant de fois que nécessaires et sans indemnité supplémentaire.

Les documents seront soumis en temps utile avec les notes de calculs correspondantes au maître d'œuvre pour visa, ce visa ne dégageant en rien la responsabilité de l'entreprise concernant notamment les normes en vigueur et les règles de l'art.

Après visa, il appartient aux entreprises d'en assurer la reproduction et la diffusion nécessaires.

Ces plans seront obligatoirement réalisés avec un logiciel compatible avec "AUTOCAD" et avoir une compatibilité directe avec le format .dxf des fichiers produits par Autodesk. Cette production informatisée des plans sera opérationnelle depuis le stade initial de production des plans jusqu'au stade d'élaboration des DOE. L'Entrepreneur a obligation de recueillir en temps utile les visas du Maître d'œuvre pour tenir compte de ses délais d'approvisionnement. Il sera tenu responsable du retard induit en cas de non anticipation des délais d'approvisionnement.

Les plans d'atelier des entrepreneurs devront être élaborés en concordance avec les plans de synthèse, de telle sorte qu'ils puissent recevoir le visa du Maître d'œuvre aux échéances fixées par le calendrier d'exécution des études et travaux.

En plus des visas prévus ci-avant, les plans de structure devant comporter les réservations destinées aux entrepreneurs d'autres corps d'état seront en outre visés par les Entrepreneurs demandeurs de ces réservations avant exécution.

L'Entrepreneur demeure exclusivement et entièrement responsable des erreurs ou omissions qui pourraient résulter de ses calculs, études et documents d'atelier.

Il ne saurait, quel que soit l'état d'avancement des études et travaux, y compris après leur achèvement, prétexter du visa apposé sur ses documents par le maître d'œuvre, pour se soustraire à ses obligations contractuelles ou pour en diminuer la portée.

Aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les documents.

Article 12 : Installation et organisation du chantier

Les installations et organisations du chantier se feront conformément aux CCTP.

Toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier sont définies dans les CCTP.

Les bandeaux publicitaires sont interdits sans autorisation du maître d'ouvrage.

Contenus des comptes rendus

Les comptes rendus consigneront toutes les décisions prises et les ordres donnés au cours de la réunion de chantier et des réunions techniques.

Il doit être lu par toutes les entreprises. Les prescriptions y figurant deviennent définitives et opposables si elles n'ont pas, sous 48 heures après diffusion, fait l'objet d'observations écrites. En cas de désaccord le Maître d'ouvrage fera les arbitrages.

Réunion de chantier

Lors des réunions de chantier, la personne représentant la société doit avoir les pouvoirs ou les habilitations nécessaires pour engager la responsabilité technique et financière de la société, sinon les pénalités prévues à l'article 6.3 du CCAP.

Article 13 : Dispositions particulières

13.1 – Gestion des déchets de chantier

Par dérogation à l'article 36 du CCAG-Travaux, la valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité des titulaires pendant la durée du chantier.

Les titulaires de chaque lot se conformeront aux dispositions des CCTP concernant l'évacuation quotidienne de leurs déchets.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

13.2 – Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans les prestations et le délai d'exécution.

13.3 – Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Selon prescriptions du MOE lors des essais et OPR.

Une liste non exhaustive des documents à transmettre pour les DOE anticipés et/ou pour les DOE finaux est jointe à la présente consultation.

- **Remise anticipée du Dossier des Ouvrages Exécutés**

Le titulaire transmettra une semaine avant les OPR ou démarrage des installations techniques, 1 exemplaire d'une version anticipée du DOE. Si le titulaire ne livre pas le DOE anticipé dans le délai imparti, la réception sera reportée **aux frais du titulaire, et les pénalités de retard seront appliquées conformément à l'article 6.3. du présent document**. Ils seront conformes à la charte graphique de l'Université. **Celui-ci sera classé et chapitré.**

Les essais et contrôles des installations techniques en plenum seront réalisés avant fermeture des faux plafonds.

Les entreprises rempliront et fourniront avec les DOE anticipés les tableaux Excel de nomenclature des installations techniques. Les documents vierges pré-formatés seront fournis par le Maître d'ouvrage.

Se référer à la liste des pièces du DOE pour identifier les pièces des DOE anticipés. Cette liste est établie par thème technique et non par lot. Le cas échéant, elle sera complétée en cours d'opération.

13.4 – Documents à fournir après réception

- **Remise Dossier des Ouvrages Exécutés final**

Après validation par le maître d'œuvre, le titulaire devra sous 2 semaines, remettre le DOE final. Celui-ci sera organisé et chapitré.

Le titulaire s'engage à fournir tout document ou élément nécessaire à la mise en service et à la réception technique par la maîtrise d'œuvre et les services exploitants de l'université dans le temps imparti. Il s'engage à compléter le dossier sur demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

En cas de retard dans la remise desdits documents, les pénalités seront celles prévues au présent CCAP.

Les DOE concernent TOUS LES LOTS (y compris pour les prestations sous-traitées dont les DOE sont fournis par le mandataire du lot).

Les entreprises participeront aux réunions spécifiques aux DOE organisées par la MOE ou la MOA.

Aucun marché ne pourra être soldé sans la réception du DOE complet et du DIUO dans le délai demandé par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage.

13.5 – Travaux non prévus

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'une modification de marché (avenant) ou à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation aux articles 14.3, 15.1 et 17.1 du CCAG-Travaux, il est précisé que l'augmentation, la diminution du montant des travaux ou les modifications ne donnent droit à aucune indemnisation au titulaire de la part du pouvoir adjudicateur.

Article 14 : Réception des travaux

14.1 – Dispositions applicables à la réception des travaux

Les opérations préalables à la réception seront provoquées par le maître d'œuvre et l'OPC, dans le respect du calendrier des travaux. La réception sera prononcée à l'achèvement des travaux de tous les lots de l'opération.

14.2 – Réception partielle et prise de possession anticipée

Le cas échéant la réception partielle des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations définis ci-après, est réalisée conformément aux dispositions des articles 42.1 à 42.5 du CCAG-Travaux.

Les délais d'exécution distincts seront spécifiés dans le calendrier d'exécution des travaux de l'OPC.

Les ouvrages, partie d'ouvrage ou ensemble de prestations objets d'une réception partielle pourront être définis ultérieurement par avenant.

14.3 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Avant la mise à disposition de ces ouvrages ou parties d'ouvrages, un état des lieux est dressé contradictoirement entre le maître d'œuvre et le titulaire. Lorsque la période de mise à disposition est terminée, un nouvel état des lieux contradictoire est dressé.

Article 15 : Garanties et assurances

15.1 – Délais de garantie

Le délai de garantie est conforme à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Le délai de garantie des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations qui font l'objet d'une réception partielle court jusqu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant en application de l'article 39 (1) du CCAG-Travaux, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux.

Les suretés bancaires réglementaires resteront bloquées jusqu'à la fin de la garantie de parfait achèvement.

15.2 – Garantie de bon fonctionnement

La durée de cette garantie est de deux ans (art. 1792-3 du C. civ.) à compter de la date d'effet de la réception.

15.3 – Garantie particulière sur les avoisinants

Le titulaire garantit le maintien en bon état des pignons et immeubles adjacents au bâtiment à construire, et ce pendant toute la durée des travaux du présent marché. Cette garantie engage le titulaire à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître de l'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés.

15.4 – Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils sont titulaires du contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux. Cette assurance devra être fournie chaque année.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du Code civil. Cette assurance devra être valable l'année de la DROC.

Les attestations valides pour l'année en cours et pour les années suivantes de travaux devront être transmises dès leur obtention au Département Contrats Immobiliers :

Université de Strasbourg
Département Contrats Immobiliers (DCI)
18 rue Goethe – CS 90032
67081 Strasbourg Cedex
dc@unistra.fr

Tout entrepreneur, qui, dans le cadre de la réalisation de ses travaux, met en œuvre des procédés et/ou des matériaux non traditionnels ou de technique non courante, devra fournir une attestation d'assurance décennale spécifique mentionnant expressément la couverture des ouvrages tels que réalisés.

Les fabricants soumis à la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 devront avoir souscrit une police d'assurance couvrant leur responsabilité en vertu de l'article 1792-4 du Code civil.

En cas de couverture insuffisante, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger de la part de l'entrepreneur la souscription d'une assurance complémentaire.

Spécifications particulières :

En cas de sinistre en cours de chantier, l'entrepreneur ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

Article 16 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du CCAG-Travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 1,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-8 du code de la Commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la Commande Publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

La maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier un marché, sans mise en demeure préalable, lorsque le titulaire cumule plus de 3 % de son marché de pénalités applicables et consignées dans un compte rendu. Cette résiliation se fait pour faute du titulaire.

Article 17 : Marchés ayant pour objet des prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la Commande Publique, des marchés de travaux ayant pour objet des prestations similaires à celles faisant l'objet du présent marché pourront être passés avec le titulaire, sous la forme de marchés passés sans publicité ni mise en concurrence.

Article 18 : Certificat d'économie d'énergie

Sans objet.

Article 19 : Clause attributive de juridiction

Toute contestation touchant à l'exécution ou l'interprétation du présent marché n'ayant pu être réglée de manière amiable sera soumise à la juridiction exclusive du Tribunal administratif de Strasbourg.

Article 20 : Communications électroniques

Les cocontractants peuvent communiquer par voie électronique dans le cadre de l'exécution du présent marché. Toutefois, aucune communication par cette voie sans utilisation d'un certificat de signature électronique n'est susceptible de faire naître d'obligation à la charge de l'une ou l'autre partie.

Toutefois, les courriels valent commencement de preuve par écrit. Ainsi, et notamment en ce qui concerne les manquements éventuels aux obligations contractuelles, des signalements pourront être faits par courrier électronique simple, puis étayés par une décision ultérieure par voie postale.

Article 21 : Clause de réexamen

Des modifications éventuelles pourront être apportées au présent marché, sans publicité ni mise en concurrence préalable, en application de l'article R.2194-1 du code de la Commande publique et exécutées par l'attributaire du marché.

Les modifications porteront notamment sur :

- les quantités des prestations à fournir tel que prévues dans les DPGF et les CCTP, **lors de changements ou de nouveaux besoins exprimés par le maître de l'ouvrage**. Les prix proposés par les entreprises devront être conforme aux DPGF ;
- la prise en compte des changements de législation ou des prescriptions du contrôleur technique en cours de chantier ;

Le titulaire sera alors informé par écrit des modifications apportées au marché initial. Un délai raisonnable sera alors laissé au titulaire du marché pour prendre en compte les modifications dans les meilleures conditions et proposer à l'Université de Strasbourg un devis détaillé.

Article 22 : Respect de l'égalité de traitement des usagers

Chaque titulaire doit veiller au respect de l'égalité des usagers du service public ainsi que du principe de laïcité et de neutralité du service public.

De même cette obligation concerne les sous-traitants de chacun des titulaires. A ce titre, le titulaire doit communiquer à l'Université de Strasbourg les contrats de la société sous-traitante participant à l'exécution de la mission de service public.

A ce titre, des notes internes pourront être demandées aux titulaires par le maître d'ouvrage. De plus des contrôles inopinés pourront être effectués pendant l'exécution du marché.

Article 23 : Dérogations aux documents généraux

Le CCAP déroge aux articles 1er et 51 du CCAG-Travaux en ce que leurs dispositions prévalent sur les clauses contradictoires du CCAG-Travaux, que les dérogations soient ou non listées.

L'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 5.4 déroge à l'article 12.4 du CCAG-Travaux ;

L'article 6.1 déroge à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 6.1 déroge à l'article 3.8 du CCAG-Travaux ;

L'article 6.2 déroge à l'article 18.2.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 6.3 déroge à l'article 19.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 9.1 déroge aux articles 18.1.1 et 28.1 du CCAG-Travaux ;

L'article 13.1 déroge à l'article 36 du CCAG-Travaux.

L'article 15.1 déroge à l'article 44.2 du CCAG-Travaux.